

ALGER

Les hammams ne font plus recette

Aller au hammam est un rite qui tend à disparaître. Cherté, absence d'hygiène, manque de temps et disponibilité de l'eau courante chez soi sont les motifs le plus souvent invoqués.

Au hammam Laperlier (Telemly), les gérants redoublent d'imagination pour attirer et fidéliser la clientèle. Des transats ont été installés dans la chambre froide permettant aux clients de se prélasser après le bain.

En outre, chaque samedi, cet espace est ouvert exclusivement aux femmes, de 10h à 22h. Les hommes, eux, y ont droit les autres jours de la semaine entre 17h et 22h.

Les tarifs sont affichés à la réception : 150 DA pour les adultes, 70 DA pour les enfants de moins de 10 ans. Quant au pack bain + massage, il est proposé à 220 DA. Les clients sont de moins en moins nombreuses à réclamer les services de la masseuse *tayaba* (70 DA le massage de 5 minutes). «La cher-

té de la vie est passée par là», nous dit l'une d'entre elles. «Aller au hammam est un luxe que les femmes réservent désormais à quelques occasions exceptionnelles.»

Hammam Zemzem (rue Réda-Houhou) connaît une plus grande affluente, notamment en fin de semaine. «Les autres jours, c'est le calme plat», nous révèle la réceptionniste. Prix du bain : 130 DA pour les adultes et 50 DA pour les enfants. Lors de notre passage, une vingtaine de femmes se prélassent dans la vapeur moite de la chambre chaude. «Je viens ici occasionnellement, nous confie l'une d'entre elles, ça soulage mes articulations et mes rhumatismes.» Une jeune femme, concentrée à

appliquer une collaboration au henné sur ses cheveux, nous lance : «Avant chaque bain, je nettoie tout à l'eau de Javel, c'est plus sûr pour l'hygiène.» Une femme appelée *e'nadra* surveille les vêtements des clientes. «Il arrive que des affaires soient subtilisées, alors j'ouvre l'œil», nous dit-elle. De nos jours, le rituel traditionnel du bain de la mariée avec son lot de youyous, bougies et *makrouts* a quasiment disparu comme nous le confirme la gérante du hammam El Hanna (rue Valentin). «Avant, la famille de la mariée réservait le hammam une dizaine de jours à l'avance. La future mariée arrivait sous une salve de youyous, entourée de ses amies et de ses proches.

Elles distribuaient *cherbet* et le *makroul* à tout le monde. Aujourd'hui, la mariée vient au bain en toute discrétion seule ou accompagnée d'une amie. Inviter toute sa *smala* au hammam grèverait son

budget, sans parler de la peur du mauvais œil !» Et d'ajouter : «Les deux chambres chaudes à la faïence rose aménagées pour les mariées sont sauvées fermées. Signe des temps !»

Dans ce hammam, on peut acheter sur place toutes sortes de produits cosmétiques et d'hygiène : shampooing, déodorant, crème épilatoire, savonnets... et même sabonner Dzaïr qu'utilisaient nos grands-mères (30 DA le gobelet).

Des rafraîchissements (jus, limonade) sont également vendus au comptoir de la réception. Pour éviter les vols, les clientes sont priées de laisser leurs bijoux à la réception. Ce hammam est réservé uniquement à la gent féminine.

Entre tradition et modernité, le hammam joue des coudes pour rester dans la course. Le XX^e siècle et la vie moderne auront-ils raison de lui ?

Sabrina Inal

RÉALISATION DE GRANDS TRAVAUX À MASCARA

La fin de l'isolement ?

Le deuxième épisode de la réalisation de ces grands travaux devrait être incessamment achevé. Le directeur des travaux publics de la wilaya de Mascara annonce la livraison du projet pour la fin du premier trimestre 2008.

Il est utile de rappeler que le premier épisode avait commencé vers 1993 mais n'avait pu aller à son terme, puisque Cosider chargé de l'ouvrage d'art et l'EPTP de Sidi-Bel-Abbès avaient dû abandonner à l'époque et ceci pour des raisons sécuritaires. L'inscription de ce projet avait été rendu nécessaire après les dégâts occasionnés sur la RN97 menant jusqu'au carrefour de Jehanda

et qui débouche sur Sfisef, dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès. Nous avons eu à vérifier lors de l'un de nos déplacements dans les environs de Chorfâ, commune mère ce que ceci engendrait comme difficultés pour les habitants, notamment de Rehaïlia pour rallier Chorfâ, car ils étaient parfois contraints d'effectuer un détour par El-Gaâda avec les difficultés que l'on sait pour ceux qui n'ont pas la chance d'être véhiculés.

Ces préoccupations citoyennes avaient été alors évoquées dans l'un de nos précédents articles. Finalement l'on décida de reprendre le projet au niveau wilayal avec une inscription début 2005 avec un ordre de service (ODS) la fin décembre 2006. Son coût est évalué à 320 millions de dinars et il a été confié à deux entreprises. Les travaux de route

portant sur un tronçon de 9 km et devant joindre Rehaïlia et Anatra, sont achevés alors que ceux de l'ouvrage d'art (pont) sont en passe de l'être. La troisième partie concernant les raccordements et pour laquelle, nous dit-on, les contraintes apparues ont été levées sera clôturée sans aucun doute la fin mars 2008. Pour mesurer l'impact de cette réalisation, il suffit de se rendre sur les lieux. Les citoyens de Rehaïlia sortiront enfin de l'isolement et c'est, somme toute, une opération de désenclavement pour cette contrée pour laquelle se présentent de nouvelles opportunités, notamment pour les exploitations agricoles isolées faute de moyens de communication avec le reste de la commune de Chorfâ rattachée à la daïra de Sig.

M. Meddeber

SOUK-AHRAS

L'exécutif installé

L'installation de l'exécutif à la wilaya de Souk-Ahras a finalement eu lieu ce mercredi 16 janvier 2008 grâce à la sagesse de son président qui a su garder son sang-froid quand deux élus du FNA et un élu de sa propre formation (FLN) se sont attaqués à sa personne en proférant des injures, le taxant de régionaliste.

En effet, ce dernier a, malgré ces propos qui dépassent l'entendement et le respect d'autrui, à tenu, contre vents et marées, à aller au bout de sa mission.

La cause du dérapage des membres de la formation du FNA est due essentiellement au choix et à la distribution

des vice-présidences et des commissions. Ils estiment que c'est grâce à l'alliance de leur parti avec le FLN que cette dernière formation a hérité du perchoir de l'assemblée et que lors des tractations de coulisses les deux formations, le FLN (13 sièges) et le FNA (8 sièges), se sont mises d'accord pour le partage des responsabilités.

APW DE SAÏDA

Cohabitation retrouvée

Comme nous l'avons déjà annoncé dans nos colonnes le 15 janvier dernier, le bras de fer qui opposait les deux groupes rivaux, composés de 20 et 19 membres élus de l'APW à coloration multiple et aux expressions plurielles a livré ses secrets au cours d'une réunion organisée par le wali, qui a rassemblé les deux parties en conflit ce

mercredi matin. Pour mémoire, cette affaire qui a fait l'événement local depuis l'installation officielle du président de l'APW, M. Derkaoui (FLN), désigné par vote, a laissé pantois plus d'un à Saïda.

Rappelons aussi que le membre élu d'obédience RND, M. Ameur, ex-député et coordinateur du bureau de wilaya

du parti de Ahmed Ouyahia, était le chef de file des membres élus contestataires. Soutenu par le HMS (3), le PT (3), le FNA (2) et le FLN (2), celui-ci, qui a tenté durant plusieurs semaines de déstabiliser l'APW, est revenu aujourd'hui à la sagesse et a décidé de mettre le cap sur des rivages plus sereux.

M. B. Amine

TIZI-OUZOU

Sensibilisation contre la leptospirose à travers les écoles primaires

Suite à l'apparition d'un cas de leptospirose ictero-hémorragique dans la commune d'Aït-Oumalou, daïra de Tizi-Rached, wilaya de Tizi-Ouzou, dans un cadre d'information, de prévention et d'éducation sanitaire, le P/APC de la commune de Larbaâ-Nath-Irathen a lancé un avis concernant cette maladie, notamment aux institutions éducatives pour insérer cette maladie dans le programme éducatif.

Un cours d'éducation sanitaire qui fera donc l'objet d'une ou plusieurs séances où les apprenants découvriront cette maladie à travers le cheminement de sa définition, du germe responsable, du réservoir du germe, de la maladie, le schéma de transmission qui récapitule les origines de la contamination et enfin le mode de prévention.

La préparation pédagogique et la fiche de ce cours d'éducation sanitaire consolidées par un schéma ont été élaborées par le bureau communal d'hygiène. Par ailleurs, il est à signaler que pour de plus amples renseignements, les citoyens sont invités à se rapprocher du bureau communal d'hygiène ou du service de prévention de l'hôpital de Larbaâ-Nath-Irathen.

Hamid Meradji

MAÂTKAS

L'huile d'olive à plus de 450 DA le litre

Alors qu'il est cédé habituellement entre 200 et 250 DA, le prix du litre d'huile d'olive a atteint cette année un seuil jamais égalé de mémoire d'homme dans la région de Maâtka. Les acquéreurs qui avaient l'habitude par le passé durant certaines saisons de disette d'une légère augmentation de ce produit, très prisé il est vrai du reste, n'en reviennent pas quand présentement, le litre est proposé à 500 DA.

Certains pensent que ce prix exorbitant était prévisible vu que cette saison la récolte a connu une baisse très significative. Le verger oléicole n'a pas du tout été prolifique et les oliviers n'ont produit qu'une quantité très infime de fruits.

A ce sujet, nous avons appris au niveau de la subdivision de l'agriculture de la circonscription que les statistiques sont très pessimistes. La quantité produite cette année ne dépasserait pas les 9 quintaux par hectare, contre beaucoup plus pour une saison à productivité normale et que seul 16 à 18 litres d'huile sont obtenus par la tribulation d'un quintal d'olives. Malheureusement, la mauvaise récolte est constatée partout, sans distinction de régions. Beaucoup de facteurs défavorisants se seraient conjugués pour aboutir à cette récolte très insuffisante.

L'on nous cite les chaleurs de l'été passé et les pluies abondantes de cet automne qui auraient fait que l'olive soit chargée de beaucoup d'humidité à la place de l'huile et le vieillissement du verger oléicole.

R. A.

M'KIRA

Vers la création d'un collectif d'enseignants contractuels

Les dizaines d'enseignants contractuels de la commune de M'kira, dont la majorité exerce dans des établissements relevant du primaire et du moyen sis dans les villages les plus enclavés de la Kabylie, tentent de se mobiliser pour réclamer leur droit absolu, à savoir le paiement de leurs salaires et surtout leur intégration dans le secteur. Cela, faut-il le rappeler pour certains, dure depuis trois ans. «Je viens de saisir un haut responsable de la Direction de l'éducation de Tizi-Ouzou, qui s'est étonné lorsque je lui ai exposé le fait que je sois à ma troisième année sans salaire alors que cette préoccupation, qui affecte des centaines d'autres cas à travers toute la wilaya a, à maintes fois, défrayé la chronique», a tenu à nous dire D. M., enseignant de langue française ayant exercé pendant deux années au primaire avant de rejoindre le moyen. Plusieurs autres cas similaires souffrent le martyre en attendant désespérément leur dû. «Je mène une vie de gueux alors que je suis actif. Je sens une humiliation terrible générée par cette galère qui ne fait que perdurer et s'amplifier davantage», nous dit un autre enseignant désappointé avant d'ajouter : «Au juste, ce sont les apprenants qu'on cible au moment où on nous exige de soutenir, contre toute logique, les classes d'examen par des heures supplémentaires bénévoles.» En effet, l'aviaillement qui froisse ces enseignants réside dans le fait que la tutelle renouvelle leur contrat chaque trimestre. Ils sont ainsi exclus de beaucoup d'avantages comme les congés. Il nous a été donné de constater que plusieurs d'entre eux n'ont pas été retenus à l'issue de l'examen de recrutement subi au début de l'année scolaire en cours.

Las d'entendre des promesses et autres échéances qui n'ont jamais été tenues, ces éducateurs envisagent de se constituer en collectif et d'investir régulièrement l'inspection académique jusqu'à la satisfaction de leur revendication. Les tractations ont bel et bien commencé. Les concernés espèrent élargir leurs rangs pour toucher toutes les écoles de la daïra.

A. S. Ouahmed